

Annexe IX

**M. Dard, chargé d'affaires de la République française en Bulgarie à M. Pichon,
ministre des Affaires étrangères.
Sofia le 18 novembre 1913**

Mes télégrammes des quinze derniers jours ont mis votre excellence au courant du conflit qui s'est élevé entre la Bulgarie et la Grèce au sujet de la remise des prisonniers de guerre bulgares en Grèce ainsi que de la libération des prisonniers civils bulgares actuellement détenus à Salonique ou dans les îles par les autorités helléniques.

Tenant compte de la violence du sentiment public à l'égard de la Grèce, tantôt de certains calculs électoraux dans les circonscriptions où se trouvent de nombreux électeurs d'origine grecque, cédant aussi à l'instabilité de sa propre nature, le ministre royal des Affaires étrangères passe par des alternatives d'excitation et de réserve dans lesquels j'ai peine à démêler des intentions fermes. C'est pourquoi j'ai exigé de lui la promesse formelle qu'il ne prendrait aucune mesure contre les Grecs de Bulgarie sans m'en prévenir.

.....
Cette note menace les Grecs de Bulgarie d'une expulsion en masse si le gouvernement hellénique ne libère pas les prisonniers.

.....
Quelques empressements que veuille bien mettre notre ministre à Athènes à régler de nombreux cas particuliers et à transmettre au gouvernement hellénique les réclamations nombreuses et diverses que je ne cesse de recevoir, il ne semble pas que le Gouvernement hellénique soit jusqu'ici disposé à faire à l'opinion bulgare les concessions indispensables au rétablissement des rapports normaux. Qu'il y ait dans les prisons grecques un grand nombre de *comitadjis* (amis et anciens compagnons du ministre royal des Affaires étrangères) cela n'est pas douteux. Mais il s'y trouve aussi des prêtres, des instituteurs, d'anciens fonctionnaires des territoires conquis par les armées bulgares, qui y sont retenus contre tout droit. Les récits unanimes des prisonniers bulgares revenant de Grèce ne me permettent pas non plus de douter, (malgré les protestations de M. Panas que M. Deville vient de me transmettre), qu'ils n'y aient été fort mal traités et que le régime des prisons politiques en Grèce ne soit indigne d'un État moderne. M. Panas, qui servait autrefois d'intermédiaire entre le gouvernement hellénique et les bandes de *comitadjis* grecs, devrait se montrer plus indulgent pour les amis bulgares de M. Ghénadieff.

Comme je l'ai fait savoir à votre excellence par mon télégramme n. 351, je n'ai pas manqué de faire entendre très nettement au ministre royal des Affaires étrangères qu'il devenait de jour en jour plus difficile au gouvernement de la République de se charger des communications officielles du Gouvernement bulgare au Cabinet d'Athènes. Je n'accepterai donc désormais ses communications qu'avec la plus grande réserve. Mais je ne vois malheureusement ni chez le Gouvernement bulgare, ni dans l'opinion publique diminuer l'excitation contre la Grèce et s'accroître les chances d'un rétablissement des rapports normaux entre les deux pays.

AMAE FAA, Série A, 288, n. 535, 18/11/1913.